

La place des ressources documentaires des bibliothèques académiques dans la lutte contre les Fake News. Le cas du COVID-19

Benoît Epron,

benoit.epron@hesge.ch

<https://orcid.org/0000-0003-0538-4966>

Professeur associé à la HEG-Genève

Séverine Gaudard,

severine@sgaudard.ch

<https://orcid.org/0000-0003-2191-7099>

Collaboratrice scientifique pour le projet, HEG-Genève

1. Introduction

Comme toutes les crises, la crise du Covid-19 est une période propice à la diffusion de fausses informations, de contre-vérités ou de théories du complot. En effet, le besoin d'informations pour comprendre, anticiper ou se rassurer est exacerbé et les citoyens sont naturellement à la recherche de réponses ou de renseignements. Face à cette demande, les médias d'informations (journaux, TV, radio) sont évidemment en première ligne. Ces mécanismes de diffusion d'information sont aujourd'hui largement intégrés aux réseaux sociaux qui favorisent de fait la diffusion et la propagation d'informations sensationnelles, sans tenir compte de leur véracité. La diffusion de ces fausses informations complexifie la réponse à la crise sanitaire qui nécessite l'adhésion de la population aux mesures mises en place par les autorités. L'Organisation mondiale de la Santé effectue d'ailleurs un parallèle entre la circulation du virus et celle des fausses informations [et sensibilise à la lutte pour « immuniser le public contre la désinformation »](#). Le paradoxe de cette situation réside en grande partie dans le fait que les informations n'ont jamais été aussi nombreuses et accessibles. En effet, dans cet « écosystème » informationnel, deux logiques se conjuguent, d'une part la circulation accélérée de l'information par les plateformes d'échanges et d'autre part l'ouverture de plus en plus large de la documentation scientifique.

La question à laquelle ce projet propose d'apporter des réponses est la place et le rôle que peuvent jouer les bibliothèques académiques dans cette lutte contre la mésinformation. En effet, en gérant et en traitant au quotidien des ressources scientifiques, les bibliothèques académiques disposent des ressources, de compétences et d'une légitimité importantes. La problématique de ce projet est donc d'identifier à la fois les stratégies mises en œuvre par les bibliothèques académiques dans ce domaine mais aussi l'usage qui est fait par les médias des ressources scientifiques disponibles.

Dans le cadre de l'appel à projet COVID-19 du domaine Economie et Services de la HES-SO nous avons bénéficié d'un soutien (assistant HES à 10%) pour un projet de 6 mois réalisé au cours du deuxième semestre 2020. Les éléments présentés ci-dessous s'appuient en grande partie sur les résultats de ce projet.

2. Méthodologie

Un premier axe de ce projet a consisté à constituer un corpus d'articles publiés par les médias d'information en Suisse romande traitant du Covid-19 et de deux thématiques : la 5G et l'hydroxychloroquine. La 5G est une technologie largement débattue, de plus, de nombreuses fausses informations en lien avec le Covid-19 et la 5G circulent. Quant à l'hydroxychloroquine, les débats et résultats de nombreuses recherches autour de ce médicament ont régulièrement été relayés dans la presse pendant la période de semi-confinement en Suisse, entre le 16 mars et le 19 juin 2020. L'urgence de trouver un remède au Covid-19 a démultiplié les recherches menées sur cette molécule présentée comme un remède miracle ou considérée comme inutile voire dangereuse. Les articles correspondant à ces deux thématiques publiés pendant la période extraordinaire⁽¹⁾ dans les 10 principaux journaux et sources d'informations quotidiens de Suisse romande ont été répertoriés. Ils ont été classés en 3 niveaux selon que les références citées permettent au public de remonter jusqu'à la source de l'information : 1) aucune référence citée ; 2) les informations citées sont suffisantes pour retrouver la source en faisant une simple recherche ; 3) un lien direct mène à la source citée.

Le second axe a pour but de repérer les stratégies de valorisation mises en place par les bibliothèques de Suisse romande au moyen d'observations et d'une enquête. Les observations ont porté sur 4 universités, une école polytechnique fédérale et 25 hautes écoles spécialisées de Suisse romande, soit un total de 30 institutions. Les éléments observés sont les informations en lien avec le Covid-19 mises à disposition du public sur le site ou la page web de la bibliothèque pendant la période de semi-confinement. Les données récoltées ont été classées en 4 niveaux selon les informations mises à disposition du public : 1) aucune information sur des ressources académiques en lien avec le Covid-19 ; 2) informations sur les publications scientifiques exceptionnellement ouvertes par les éditeurs (en lien avec le Covid-19 ou non) ; 3) liens vers des publications externes en lien avec le Covid-19 ; 4) liens vers des ressources internes en lien avec le Covid-19. Ces informations ont été complétées par une veille sur les actions de communication et de valorisation mises en place par des bibliothèques hors de Suisse romande.

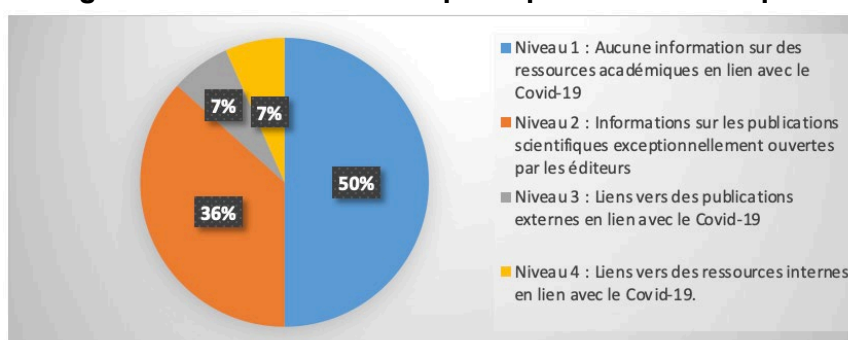
Afin de compléter ces deux axes, une troisième approche se focalisant sur les publications scientifiques des chercheur-euse-s de Suisse romande nous a paru essentielle. Dans une logique de science ouverte, nous nous sommes concentrés sur les publications en lien avec le Covid-19 présentes dans les archives ouvertes des universités et autres hautes écoles de Suisse romande. Les publications associées au mot-clé « Covid-19 » des archives ouvertes suivantes ont été répertoriées: Archives ouvertes UNIGE, SERVAL, et RERO doc. Nous avons ensuite utilisé l'outil Altmetric Bookmarklet pour déterminer si elles avaient fait l'objet de citations dans les médias de Suisse romande.

3. Résultats

3.1. Bibliothèques

Les bibliothèques qui ont le plus valorisé leurs ressources en lien avec le Covid-19 sont les bibliothèques de médecine et de santé. Selon les observations menées sur les sites et pages web des bibliothèques de 30 bibliothèques académiques de Suisse romande, 2 bibliothèques ont obtenu le niveau 4 (Figure 1).

Figure 1 : Actions mises en place par les bibliothèques



L'importance des actions de valorisation et de communication mises en place par les bibliothèques des domaines de la médecine et la santé s'explique de plusieurs manières ; ces bibliothèques disposent de ressources pertinentes dans leur catalogue à mettre en avant, elles sont habituées à collaborer avec du personnel de santé et disposent d'un statut hybride, en étant rattachées à la fois aux universités et institutions médicales.

Les ressources ouvertes de manière exceptionnelle par les éditeurs scientifiques ont été largement relayées. Selon les observations, 50% des bibliothèques académiques les ont mises en avant pendant le semi-confinement. Après les informations pratiques (fermeture, horaires d'ouvertures ou modalités de prêts), qui ont fait l'objet de communications de la part de toutes les bibliothèques ayant répondu à l'enquête, il s'agit de l'information qui a été la plus relayée auprès du public des bibliothèques académiques. Il serait également intéressant pour les bibliothèques d'observer statistiquement les variations dans les accès aux ressources proposées. Cela permettrait de déterminer si au-delà de l'effet d'annonce, cette ouverture a eu des conséquences tangibles sur les pratiques documentaires des chercheurs.

Les publications scientifiques en lien avec le Covid-19 disponibles dans les archives ouvertes des universités et autres hautes écoles de Suisse romande ne sont pas mises en valeur. 76 publications scientifiques sur la thématique du Covid-19 ont été identifiées à la fin de la période extraordinaire dans les différentes archives ouvertes institutionnelles (53 sur SERVAL, 20 sur l'archive ouverte UNIGE, et 3 sur RERO Doc). D'après l'analyse de ces 76 publications avec Altmetric Bookmarklet, aucune de ces publications n'a été citée d'une manière satisfaisante pour être reconnue par l'outil utilisé qui se base sur le DOI. Nous observons ainsi une occasion manquée de mettre en avant les résultats de la recherche scientifique effectuée dans les institutions de Suisse romande. Le fait que ces articles soient centralisés et ouverts au public perd de son intérêt si les archives ouvertes ne sont utilisées que comme un dépôt et ne font pas partie de la stratégie de valorisation de l'information scientifique des universités et autres hautes écoles.

Les réponses à l'enquête confirment les résultats des observations en ligne : aucun service de fact-checking sur le Covid-19 n'a été créé par une bibliothèque académique romande. Des services de Questions-réponses comme InterroGE ont évidemment vu arriver des questions relatives au Covid. Les réponses proposées sont principalement construites à partir de documents issus de l'administration et de grandes organisations (comme l'OMS) ou d'articles de presse. Les quelques articles scientifiques pointés dans les réponses sont issus de plateformes comme PLOS et de chercheurs hors Suisse. Les bibliothèques disposent pourtant de toutes les ressources nécessaires à la mise en place d'un tel service : l'accès à l'information scientifique via le catalogue de la bibliothèque ainsi que des professionnels avec des compétences en matière de recherche d'information. Accompagner le public dans sa recherche d'information fait partie des missions des bibliothèques, qu'il s'agisse de répondre directement à des questions posées par le public ou de vérifier les faits entourant des fausses informations largement relayées. Cette action de médiation aurait pu être à destination du grand public, mais elle pourrait aussi être relayée auprès des journalistes. Il s'agit également d'un moyen de mettre en avant les ressources de la bibliothèque ainsi que l'utilité d'une telle institution dans une période de crise.

Près de la moitié des répondant-e-s estiment que leur bibliothèque ne dispose pas de ressources en lien avec le Covid-19. 12 répondant-e-s à l'enquête sur 26, soit 46 %, répondent négativement à la question « Votre bibliothèque possède-t-elle des ressources en lien avec le Covid-19 ? ». Et seuls 27 % prévoient d'acquérir par la suite des ressources en lien avec le Covid-19. La crise a des impacts dans tous les domaines, ainsi, même les bibliothèques qui ne sont pas spécialisées dans la santé sont susceptibles d'acquérir des ressources sur le sujet. Cela renvoie à un fonctionnement des politiques d'acquisition qui suivent plutôt des logiques disciplinaires ou politiques. Les bibliothèques académiques pourraient se positionner

d'avantage comme des acteurs de la circulation de l'information et des connaissances vers un public élargi, dépassant les limites du monde universitaire. Ces résultats interrogent également sur la maîtrise et la connaissance des fonds constitués de flux et de bouquets de revues, non contrôlés par les bibliothécaires.

3.2. Presse

Dans 89.5% des productions journalistiques étudiées, les informations ne sont pas suffisantes pour retrouver la source des références citées. Les résultats de ces observations soulignent le fait que seuls 4 articles sur l'échantillon (composé de 38 articles de presse et vidéos, 26 articles sur le Covid-19 et la chloroquine ou l'hydroxychloroquine et 12 articles sur le Covid-19 et la 5G) fournissent des informations suffisantes afin de permettre aux lecteurs et lectrices de remonter jusqu'à la source de l'information présentée. Seul un article de presse contient un lien direct vers l'article scientifique qui fait l'objet de l'article, 3 autres contiennent des informations suffisantes (les résultats de la recherche, le titre de la publication ainsi que le nom d'un ou plusieurs des auteurs). Aucun article ne fait de lien vers une ressource académique disponible directement dans une institution suisse romande comme le catalogue d'une bibliothèque ou les archives ouvertes d'une université ou haute école.

Un des éléments qui est apparu lors de l'analyse de l'échantillon de productions journalistiques est l'importance qui est donnée à des expert-e-s pour analyser les résultats des études ainsi que la situation sanitaire. La parole d'expertes ou experts est ainsi considérée comme une source fiable, citée parfois au détriment de références à des sources d'informations scientifiques. Si les professionnels de la santé ont évidemment un important rôle de médiateurs à jouer, les sources académiques devraient être plus fréquemment mises en avant. Si le format d'article contenant des réactions de spécialistes est privilégié, c'est certainement parce que celui-ci est apprécié des lecteurs et lectrices. En privilégiant ce format, tout en mettant à disposition dans les mêmes articles des références pertinentes et faciles d'accès, les journalistes peuvent sensibiliser un nouveau public et l'inviter à vérifier les sources mises à disposition.

4. Exemples d'actions de valorisation hors de Suisse romande

Afin de mettre en commun les ressources des différentes bibliothèques, de travailler en réseau et d'éviter les redondances, il est également utile de centraliser les actions effectuées. Dans un système décentralisé comme la Suisse, cela paraît compliqué à mettre en place. En France, c'est sur le site du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation que l'on retrouve une liste des initiatives des acteurs du supérieur en lien avec le Covid-19, comprenant l'accompagnement documentaire et les bibliothèques.

Certaines bibliothèques ont créé des services de fact-checking spécifiques sur le Covid-19, c'est le cas notamment de la bibliothèque de l'Université de Toronto qui répond chaque semaine à une question sur le Covid-19 en citant ses sources avec les informations scientifiques disponibles au moment de la réponse. Un exemple qui prouve que les bibliothèques ont les moyens nécessaires à la mise en place d'un tel service. D'autres bibliothèques, comme celle d'Old Dominion University en Virginie, ont mis en place des formations sous forme de workshop en ligne pour « Apprendre des stratégies pour combattre la désinformation sur la santé » en lien avec le Covid-19. En éduquant le public aux techniques pour repérer les fausses informations, les bibliothécaires permettent de responsabiliser le public et participent à l'éducation aux médias.

La crise du Covid-19 a favorisé les échanges entre professionnels de l'information sur la question des fake news. L'IFLA a notamment organisé une série de 4 webinaires intitulés « Fake News : Impact on Society » qui permet de présenter plusieurs projets de bibliothèques et associations des bibliothèques en lien avec les fake news. Le séminaire « Les bibliothèques en temps de crise » de l'ENSSIB donné par Raphaëlle Bats qui a réuni des bibliothécaires francophones en ligne a également consacré une session le 13 novembre 2020 aux fake news à l'heure du Covid-19 en bibliothèque.

5. Recommandations

Les bibliothèques académiques gagneraient à mettre en place une meilleure coordination entre bibliothèques d'universités et hautes écoles. Si l'on prend l'exemple des pages pour mettre en avant les publications des éditeurs scientifiques, ces pages auraient pu être réalisées en collaboration entre plusieurs bibliothèques puis diffusées. Nous constatons que la crise du Covid-19 n'a pas eu pour effet une remise en question des pratiques en bibliothèque. Nous observons que les actions de communication mises en place sont très variables d'une bibliothèque à l'autre ; certaines bibliothèques ne disposant pas des mêmes ressources ou compétences en raison des domaines spécifiques auxquels elles sont rattachées ou de leur taille bénéficieraient d'un tel travail en réseau.

Nous avons observé que les bibliothèques académiques ne sont pas un canal privilégié par les journalistes. En mettant en place une fonction dédiée à la relation médias dans les services communication des bibliothèques, elles amélioreraient leur visibilité et élargiraient leur public en incluant les journalistes. Des formations spécifiques des bibliothèques à destination des journalistes qui porteraient sur les recherches d'information au sein des catalogues, des archives ouvertes ainsi que sur la citation des sources dans les publications journalistiques pourraient également être envisagées. Ces actions auraient pour résultat de faciliter l'accès à l'information scientifique au public au travers des médias, ce qui permettrait d'aller vers une science citoyenne. C'est également l'occasion de valoriser le travail des universités et des bibliothèques et d'ainsi valoriser leur image auprès du grand public. Pour ce faire, une meilleure collaboration au sein des institutions est également nécessaire. Nous observons un certain cloisonnement entre les différents acteurs de la recherche scientifique : les chercheur-euse-s, les bibliothèques et la communication. En ayant accès aux publications scientifiques, les bibliothécaires ont les moyens d'être au courant des recherches en cours et des résultats publiés. Elles ont intérêt à valoriser ces informations, d'autant plus qu'elles sont amenées à devoir continuellement légitimer leur existence.

6. Conclusion

La période particulière que nous connaissons depuis le mois de février 2020 touche évidemment l'ensemble de la société et donc les bibliothèques universitaires. Cette crise sanitaire intervient dans un double contexte informationnel : d'une part une circulation accélérée de l'information, et parfois de fausses informations, via les réseaux sociaux notamment et d'autre part un accès à la documentation scientifique qui n'a jamais été aussi facilité.

Pourtant, ces deux sphères informationnelles semblent peu poreuses, il manque un acteur pouvant jouer un rôle de passeur, d'intermédiaire entre le monde académique et le grand public. Les bibliothèques ont sur ce point un rôle essentiel à jouer. En étant habituées à gérer

des informations scientifiques au quotidien et en étant au contact du public, les bibliothèques sont les mieux placées pour occuper cet espace laissé vacant.

Ce rôle a évidemment une grande importance pour les bibliothèques académiques qui voient ainsi une opportunité de se positionner auprès du grand public comme référentes en matière de lutte contre les fake news. Cela leur permet également de renforcer leur visibilité et d'être par la suite mieux intégrées aux politiques publiques. Pour les autorités qui ont besoin, en période de crise sanitaire, de faire passer des messages, notamment concernant les mesures sanitaires, pouvoir s'appuyer sur un acteur comme la bibliothèque permet également de pouvoir compter sur un intermédiaire fiable qui est déjà en possession des compétences et ressources nécessaires pour éduquer le public.

Cette crise aura ainsi permis de mettre en évidence ce besoin et la place que les bibliothèques universitaires peuvent y occuper. Les périodes de fermeture et l'obligation ou la forte recommandation de télétravail auront également bouleversé les habitudes des bibliothécaires. La crise aura ainsi renforcé le besoin de trouver de nouveaux lieux – physiques ou virtuels - d'échanges entre les professionnels de l'information, de celles et ceux qui la produisent à celles et ceux qui la diffusent ainsi qu'entre les professionnels des bibliothèques académiques. Si ce travail en réseau est déjà une réalité sur le terrain, il reste à le rendre plus visible en ligne, notamment au travers de services partagés entre plusieurs bibliothèques universitaires.

NOTES

⁽¹⁾ Les termes « situation extraordinaire » et « semi-confinement » désignent la période du 16 mars au 19 juin 2020.